

L'appel des 103 présidents contre l'asphyxie des Départements de France

L'asphyxie des départements ! Elle se profile avec le projet de budget 2025. Face à un tel péril nous, présidents de conseils départementaux, de toutes tendances politiques, demandons solennellement que le Gouvernement et le Parlement prennent leurs responsabilités ! Nous réclamons un soutien équitable et à la hauteur des enjeux auxquels nous sommes confrontés. Nous exigeons la poursuite d'un dialogue constructif et un réexamen urgent du projet de loi de finances 2025 pour éviter une catastrophe.

2,2 milliards d'euros, soit 44% des prélèvements imposés aux collectivités locales ! C'est le montant de la contribution demandée aux Départements dans le projet de loi de finances présenté par Bercy. C'est injuste, inacceptable et inapplicable quand on sait que les Départements portent moins de 20% des dépenses publiques locales. Leur pronostic vital est désormais engagé et avec eux, celui des services essentiels de proximité qui permettent à nos concitoyens, dans nos villes comme dans nos territoires ruraux, de vivre dignement, de se déplacer, de scolariser leurs enfants et de protéger leurs aînés.

3 milliards d'euros de dépenses supplémentaires ! C'est depuis 2022 le montant des dépenses imposées au niveau national et qui ont été assumées par les Départements. En supprimant la dynamique de la TVA qui devait pourtant compenser la suppression de la taxe foncière, on supprime l'ultime marge de manœuvre financière pour assurer nos missions. Les dépenses sociales des Départements explosent, en particulier pour l'Aide sociale à l'enfance, le Revenu de solidarité active, l'Allocation personnalisée d'autonomie et la Prestation de compensation du handicap. Ces charges, dont 85% découlent de décisions nationales, représentent aujourd'hui près de 70% des dépenses de fonctionnement des Départements, soit 12 points de plus qu'il y a 10 ans. Simultanément, alors que la pression s'accroît sur les dépenses, les recettes s'effondrent. Un tiers des départements est déjà en situation critique et peine à boucler son budget ; à la fin de 2025, si rien ne change dans ce projet de budget, ce sont 85% des Départements qui pourront se retrouver sous le seuil d'alerte budgétaire et dans l'incapacité de répondre aux besoins fondamentaux de leurs administrés.

Nous avons désormais devant nous des choix douloureux. Et c'est au Gouvernement, c'est à la représentation nationale de les assumer. Qui devons-nous sacrifier ? Les personnes âgées ou les personnes handicapées ? Nos collégiens ou les demandeurs d'emploi ? Nos pompiers ? Devra-t-on renoncer à l'entretien des routes ou au développement de la fibre ? Chaque choix que nous impose ce budget aura des conséquences pour les Français et sur notre pacte républicain.

Au cœur des solidarités, les Départements sont des amortisseurs sociaux et les piliers de cette action publique de proximité qui préserve l'équilibre des territoires. Depuis des décennies, nous pallions les conséquences du retrait et de la dispersion de l'action de l'État. Chaque euro que nous investissons va directement au service de nos concitoyens : le financement des pompiers, le soutien aux aînés et aux plus fragiles, la protection de l'enfance, l'entretien des routes, des collèges et le déploiement de la fibre, le financement et l'équipement des services de secours. Pourtant, la pression sur les Départements s'accroît sans cesse, au risque de rompre définitivement le lien social et de ruiner toute justice territoriale.

Aujourd'hui, nous sommes arrivés au bout de l'exercice. Nous avons déjà absorbé beaucoup plus que nous ne devions et on nous demande encore l'impossible. Nous ne pouvons plus accepter que les Départements payent une fois encore le prix de décennies d'errances budgétaires.

Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas seulement l'avenir des Départements, c'est notre modèle de solidarité nationale et de justice sociale et territoriale. En nous privant des ressources nécessaires à l'exercice de nos missions, c'est tout le système de proximité qui vacille. Sans nous, c'est la cohésion territoriale qui s'effrite, fracturant encore un peu plus le fossé qui se creuse entre la France des villes et la France des campagnes.

Nous, présidents de conseils départementaux, unissons nos voix pour défendre notre modèle et préserver cette solidarité qui fait la force de nos territoires. Le PLF 2025, en l'état, risque de nous asphyxier et tous les Français seront impactés. Il faut entendre notre appel avant qu'il ne soit trop tard.